

*Canagrex*

**Le président suppléant (M. Corbin):** La présidence a accordé plus de temps au ministre à cause des rappels au Règlement. J'invite un autre député à prendre la parole.

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Monsieur le Président, c'est pour moi un vif plaisir d'intervenir cet après-midi dans ce débat sur ce très important projet de loi. J'espère amener un peu de bon sens dans ce débat, car même s'il a été jusque là très intéressant, j'ai été quelque peu déçu d'entendre certaines des affirmations ridicules qui ont été faites des deux côtés de la Chambre.

J'ai été particulièrement surpris de certaines des observations de mon honorable collègue de Lethbridge-Foothills (M. Thacker) qui a depuis quitté la Chambre en coup de vent. Il a parlé de l'alliance des libéraux et des néo-démocrates. C'est pourtant une personne relativement intelligente que je connais assez bien. Nous avons suivi ensemble des cours de français pendant un certain nombre de mois lorsque j'ai commencé à siéger ici. Je tiens à souligner que si mon collègue de Comox-Powell River (M. Skelly) avait raison de prétendre que le député prépare une tentative de dernière minute, afin d'obtenir la direction de son parti, il n'y a, selon moi, que deux ou trois candidats parlant mieux le français que lui.

Puisque le député a parlé de l'alliance entre les libéraux et néo-démocrates, je tiens à lui signaler qu'au cours de cette législature le parti conservateur a appuyé le gouvernement libéral deux fois plus souvent que les néo-démocrates. Permettez-moi également de revenir sur les projets de loi présentés par les libéraux auxquels les conservateurs ont donné leur aval. Ils ont soutenu les libéraux lorsque c'était dans l'intérêt des banques canadiennes, des sociétés pétrolières et des grosses entreprises. Comment ont-ils voté quand on a présenté des projets de loi visant à retirer le pouvoir de négociation à de nombreux travailleurs du pays?

**M. Skelly:** Comme les libéraux.

**M. Sargeant:** Comme les libéraux, en effet. Lorsqu'il s'agit de faire disparaître des articles visant à retirer le pouvoir de négociation collective à des travailleurs canadiens, les conservateurs ne se rallient certainement pas à notre parti, afin de s'opposer au gouvernement. Le député de Lethbridge-Foothills a également prétendu que nous trahissions l'Ouest en appuyant le projet de loi sur la société Canagrex.

**M. Malone:** C'est vrai.

**M. Sargeant:** Permettez-moi de faire remarquer à mon collègue de Crowfoot (M. Malone) que ce projet de loi a également l'aval de la Fédération canadienne de l'agriculture qui représente 300,000 agriculteurs canadiens et des syndicats du blé de l'ouest du Canada, syndicats représentant pratiquement tous les producteurs de blé de l'Ouest.

Qui trahit donc l'Ouest avec ce projet de loi? Qui a empêché son adoption depuis près de trois ans maintenant? Ce sont les conservateurs qui laissent tomber l'Ouest.

Mon collègue de Lethbridge-Foothills a dit avoir peur que la société Canagrex ne devienne trop imposante. Qu'y a-t-il de mal à ce qu'elle prenne de l'expansion et aide les agriculteurs? Pourquoi sommes-nous ici si ce n'est pour soutenir nos concitoyens? Les agriculteurs sont ceux qui ont le plus besoin d'aide au Canada.

L'opposition des conservateurs à ce projet de loi me laisse perplexe. Aujourd'hui, ils essaient de faire disparaître du projet de loi les dispositions prévoyant que la société peut acheter

et vendre des produits. Selon la logique des conservateurs, ils créeraient une société comme Air Canada pour lui interdire ensuite d'effectuer des vols.

Je voudrais rappeler l'évolution de ce projet de loi dont les conservateurs retardent l'adoption depuis trois ans. Tout a débuté assez innocemment quand le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a demandé de suspendre le délai normal de 48 heures pour donner avis de la présentation d'un nouveau projet de loi à la Chambre. Il tenait à présenter cette mesure afin de pouvoir en discuter avec ses homologues provinciaux et les représentants du milieu agricole qui étaient convoqués à une conférence sur les perspectives de l'agriculture à l'automne de 1981 ou au début de l'hiver.

À l'époque, les conservateurs ont accueilli la mesure avec enthousiasme. Le leader parlementaire de ce parti, qui est maintenant le futur ancien chef intérimaire de l'opposition (M. Nielsen), s'était alors exprimé ainsi.

● (1610)

Madame le Président, les conservateurs applaudissent d'emblée à une idée que le député d'Elgin (M. Wise) a eue en premier, lorsqu'il était ministre. Nous sommes reconnaissants au ministre de faire revivre dans cette mesure l'idée du député d'Elgin.

En fait, le représentant du Yukon (M. Nielsen) à l'époque n'avait pas tout à fait raison quant à l'origine de Canagrex. Il faut plutôt en attribuer l'idée à la Fédération de l'agriculture de l'Ontario qui incitait le gouvernement fédéral à créer une agence d'exportation des produits agricoles.

Quant à nous, néo-démocrates, nous appuyons l'idée de Canagrex depuis le début. Cependant, nous sommes conscients des problèmes qui s'y rattachent. Nous sommes sensibles aux abus que le gouvernement actuel, notamment, a commis par le passé. Nous avons ajouté certaines clauses. Nous tenons à ce que Canagrex soit vraiment avantageuse pour les agriculteurs. Nous insistons notamment pour qu'ils la dirigent. Cette société doit être administrée par des experts qualifiés et non pas par les bons amis des libéraux. Canagrex ne doit pas imposer au tiers monde des exportations dont il n'a nul besoin et qui l'empêcheront de devenir autonome. Il s'agit là en grande partie d'une question politique et non pas législative.

J'en reviens à certains discours prononcés à la Chambre par les trois partis en faveur de cette mesure lorsqu'elle a été présentée. Mon collègue, le député de Provencher (M. Epp), qui est mon voisin au Manitoba, était plutôt en faveur de Canagrex et pensait alors qu'elle aiderait probablement un groupe d'agriculteurs de sa circonscription qui éprouvent de la difficulté à vendre leurs veaux à Israël. Il comptait sur Canagrex pour aider ses électeurs à vendre leurs produits à l'étranger. À la même époque, le député d'Elgin (M. Wise) reprochait au ministre de l'Agriculture de n'accorder à cette société de la Couronne qu'une partie du budget et de la main-d'œuvre qu'il comptait lui attribuer lorsqu'il était lui-même ministre de l'Agriculture. C'est seulement quand le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), un des porte-parole de la haute finance, a vu là une menace à l'endroit de la libre entreprise que certaines grosses sociétés qui soutiennent le parti conservateur, comme Canada Packers, Northern Sales et bien d'autres, sont intervenues et que les conservateurs ont soudain fait volte-face. Cette mesure a déclenché des réactions pour le moins surprenantes.